

# La Vie Internationale

En l'absence de la France <sup>3<sup>e</sup> trimestre</sup>

1953.

En cette fin d'année, les déclarations de Staline à un journaliste américain et le départ anticipé de Churchill pour les Etats-Unis ont donné à l'actualité un certain relief en cette période ordinairement calme.

## Les déclarations de Staline.

Ce n'est pas la première fois que Staline s'adresse aux dirigeants américains par les voies de l'interview ou du questionnaire. On n'a pas remarqué que ces manifestations avaient lieu lorsque, sur le terrain proprement diplomatique, l'U.R.S.S. venait de décevoir l'opinion internationale par un refus ou un veto.

Cette fois-ci c'est au lendemain du rejet des propositions indiennes d'un règlement en Corée. A toujours se dérober aux tentatives de compromis ou d'apaisement, la diplomatie soviétique risquerait de lasser ses partenaires et l'U.R.S.S. veut au contraire éviter qu'on abandonne tout espoir de conversation avec elle.

En sortant de son silence Staline est sûr de ranimer l'intérêt et de faire renaître une attente sans cesse découragée, mais tenace. Bien qu'il ait fait pressentir une entrevue possible avec Eisenhower et un règlement conditionnel de la guerre de Corée (sans doute pour prévenir les initiatives du nouveau président), ces déclarations ont rencontré un scepticisme unanime qui marque bien le discrédit où l'U.R.S.S. est tombée.

## Le voyage de Churchill aux Etats-Unis.

Churchill de son côté n'a pas voulu attendre que les plans américains soient au point pour rencontrer Eisenhower. Il espère toujours ressusciter l'ancienne « Partnership » du temps de guerre qui assurerait à l'Angleterre et au Commonwealth une place prépondérante dans l'alliance atlantique.

Le moment est particulièrement opportun. La France est sans gouvernement. On ignore si sa politique extérieure ne va pas subir de changements majeurs. Dès lors Eisenhower peut être enclin à douter d'une collaboration efficace avec notre pays. Chaque crise ministérielle et particulièrement celle-ci renforce ce sentiment si cruellement exprimé par un journaliste français de retour des Etats-Unis: « On ne nous prend pas au sérieux ».

Il est certain qu'au moment où va se décider l'orientation de la nouvelle administration républicaine aux Etats-Unis, il est plus que fâcheux que la France n'ait ni ministre des affaires étrangères, ni politique définie. Il est de bon jeu que Churchill profite de l'occasion sans délai. Remporthera-t-il de grands succès de sa mission? Nous en doutons. Les sujets les plus pressants

comme le relèvement du prix de l'or qui renforcerait la position du sterling ne trouvera pas d'écho favorable. Eisenhower est délibérément hostile à toute mesure qui impliquerait une dévaluation du dollar. En politique pure, ni lui-même, ni Dulles, ne veulent d'imixtion anglaise trop précise dans les affaires du Pacifique, de Chine et de Corée. Dans le domaine économique, l'administration républicaine paraît hostile au renchérissement des matières premières qui accroîtrait les ressources du Commonwealth, mais qui pèserait sur les prix de revient aux Etats-Unis. Eisenhower s'est fait le champion du maintien du pouvoir d'achat du dollar.

Un point cependant où la position de Churchill paraît forte: s'il offrait une collaboration plus précise de l'Angleterre aux projets d'union européenne auxquels les Etats-Unis tiennent beaucoup. L'Angleterre est favorable au traité de défense européenne et à la reconstitution de l'armée allemande parce que les grosses dépenses que le gouvernement de Bonn devrait assumer pour s'armer freineraient l'expansion économique de la République fédérale dont le rythme accéléré effraie les Anglais. La clef de la ratification des traités de Bonn et de Paris est à Londres, car les Français ne s'engageront que sur garanties de l'Angleterre. C'est pour Londres un atout majeur.

## Après la session de l'O.N.U.

Le rideau est enfin tombé sur la session de l'O.N.U. Il était temps. Cette institution qui se propose de former une opinion internationale et d'unir les peuples pour la compréhension mutuelle et la paix évolue de plus en plus en sens contraire. Les Etats-Unis qui en ont fait leur œuvre le ressentent péniblement. On voit se former des blocs qui cherchent à faire une politique propre pour lutter contre l'influence et les intérêts des blocs adverses. Au cours de la dernière session le bloc arabo-asiatique a pu se cimenter contre la politique française en Afrique du Nord. On voit se souder un bloc latino-américain qui ne tardera pas à s'affirmer dans un futur débat où il défendra des intérêts communs contre les puissances dirigeantes du bloc atlantique. Et le bloc soviétique en tirera grand profit pour sa propagande.

## Le vote en faveur des nationalisations.

Récemment les Etats-Unis n'ont pu empêcher le vote d'une motion qui reconnaît aux petites nations plus ou moins sous-développées le droit de nationaliser leurs ressources naturelles: l'exemple de Mossadegh ne les a pas découragés. Ainsi tout investissement étranger, et américain en particulier, serait à l'avenir menacé d'éviction chaque

fois qu'un dictateur décréterait que les intérêts étrangers doivent céder au droit de l'Etat. C'est un coup dur pour la politique des Etats-Unis.

En Amérique latine, le Péronisme fait tâche d'huile. La Bolivie a nationalisé ses mines d'étain; le Chili pourrait en faire autant pour le cuivre et le Venezuela a bien failli suivre pour le pétrole et le fer. Comme les Etats-Unis seront de plus en plus tributaires de l'extérieur pour leur approvisionnement, à mesure que les ressources de leur propre sol s'épuisent, on prévoit à quelles difficultés les Américains vont se heurter si le mouvement s'amplifie. Il n'y aura plus un coin du monde, en dehors de l'Amérique du Nord, où les grandes compagnies américaines pourront s'installer sans risque.

Politique mise à part, cela est fâcheux pour l'avenir des pays dépourvus de capitaux et que le point IV du plan Truman avait pour but d'aider à tirer profit de leurs ressources naturelles. L'exemple particulièrement désastreux de la Perse et de la décadence économique de l'Argentine auraient dû tempérer les ardeurs nationalistes. Mais ici, comme ailleurs, l'idéologie est plus forte que l'intérêt. C'est ce qui fait la force du communisme. Le nationalisme des dictateurs devient un atout dans son jeu.

## Anecdote.

Cependant on se prend à douter du bon sens des hommes quand on voit entre autres dans quel état de misère économique et morale la dictature soviétique a plongé des pays autrefois prospères comme l'Allemagne orientale, la Hongrie, la Tchécoslovaquie où la nourriture manque aujourd'hui là où de larges excédents de produits alimentaires étaient exportés. En Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie les ouvriers sont obligés de quitter leur travail pour faire la queue afin de toucher des pommes de terre sur les terres mêmes qui en fournissaient à toute l'Allemagne alors que dans la zone de Bonn, qui en produisait peu, elles abondent. Un fait de ce genre en dit plus long que toutes les statistiques sur la capacité d'organisation et les méthodes de production des maîtres du Kremlin. Mais cela n'empêchera pas l'U.R.S.S. de demeurer pour beaucoup la patrie des travailleurs.

CRITON.